

« article 56 — En dehors de la circonscription où siègent le tribunal de droit moderne et ses sections détachées, les chefs de circonscriptions, à défaut leurs adjoints, se saisissent d'office aux fins d'instruction de tout crime ou délit commis dans leur circonscription qu'il y ait ou non flagrant délit, à charge d'en informer immédiatement le procureur de la République et le juge d'instruction du ressort. Faute par eux de se saisir d'office, ils peuvent être requis par le procureur de la République ; le juge d'instruction du ressort peut également les saisir par une délégation totale ou partielle.

En tout état de la procédure, les chefs de circonscriptions doivent se dessaisir en faveur du juge d'instruction du ressort s'ils en sont requis par le procureur de la République ou le juge de section suivant les cas.

Les chefs de circonscriptions, qu'ils agissent d'office, sur réquisition ou sur délégation, procèdent à tous les actes d'instruction criminelle conformément aux dispositions du présent code, sous les deux réserves ci-après :

1°) Ils ne peuvent décerner de mandat de dépôt ou d'arrêt et doivent en demander la délivrance au juge d'instruction du ressort ; néanmoins, ils peuvent garder le prévenu à leur disposition jusqu'à la délivrance du mandat de dépôt qui doit intervenir dans les 72 heures à partir du jour de l'arrestation ;

2°) l'information terminée, ils n'ont pas qualité pour régler la procédure et doivent transmettre le dossier au juge d'instruction du ressort à qui il appartient de statuer et de rendre l'ordonnance de clôture en se conformant aux règles prescrites au chapitre IX du présent livre (articles 127 et suivants).

Le juge d'instruction, avant de rendre son ordonnance, peut procéder par lui-même ou par délégation à toute mesure d'instruction complémentaire qu'il juge convenable.

Dans les informations faites par les chefs de circonscriptions, aucune nullité n'est encourue de plein droit du fait de l'inobservation des règles prescrites pour l'instruction criminelle ; toutefois, l'inculpation relevée et retenue doit être obligatoirement posée au prévenu au début et avant la clôture de l'information. Sous cette réserve, il appartient au Procureur général et au Procureur de la République et, le cas échéant, à toute juridiction saisie d'apprécier si l'inobservation de quelques règles de procédure a été de nature à nuire aux droits des intéressés.

Les pouvoirs attribués aux chefs de circonscriptions par le présent article sont transférés aux juges de paix dans les circonscriptions où siègent les juges de paix. Toutefois, les dispositions du paragraphe précédent relatives aux nullités ne concernent pas les actes d'instruction effectués par ces juges qui doivent respecter toutes les règles relatives à l'instruction ».

Art. 3 — La présente loi sera exécutée comme loi de la République togolaise.

Lomé, le 14 juin 1965

*Le Président de la République,*

Pour le Président de la République absent :

*Le Vice-Président,*

A. Meatchi

*LOI N° 65-6 du 14-6-65 attribuant aux tribunaux judiciaires compétence pour statuer sur les actions en responsabilité des dommages causés par tout véhicule et dirigées contre une personne morale de droit public.*

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier — Les tribunaux de l'ordre judiciaire sont seuls compétents pour statuer sur toute action en responsabilité tendant à la réparation des dommages de toute nature causés par tout véhicule appartenant à des personnes morales de droit public.

Cette action sera jugée conformément aux règles du droit civil, la responsabilité de la personne morale de droit public étant, à l'égard des tiers, substituée à celle de son agent, auteur des dommages causés dans l'exercice de ses fonctions.

Art. 2 — La présente loi sera exécutée comme loi de la République togolaise.

Lomé, le 14 juin 1965

*Le Président de la République,*

Pour le Président de la République absent :

*Le Vice-Président,*

A. Meatchi

*LOI N° 65-7 du 14-6-65 réglementant la suspension et l'annulation des permis de conduire par les cours et tribunaux.*

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier — La suspension et l'annulation du permis de conduire, ainsi que l'interdiction de solliciter un permis de conduire, peuvent constituer des peines complémentaires qui pourront être prononcées par les cours et tribunaux statuant en matière correctionnelle et de police.

Ces peines complémentaires pourront être déclarées exécutoires par provision, à titre de mesure de protection. L'exécution des peines complémentaires temporaires est considérée comme étant suspendue pendant tout le temps où s'exécute la peine principale privative de liberté.

Lorsque sont encourties les peines prévues au présent article, les jugements rendus en matière de police pourront être attaqués par la voie de l'appel.

Art. 2 — La suspension du permis de conduire pendant trois ans au plus peut être ordonnée par le jugement en cas de condamnation prononcée à l'occasion de la conduite d'un véhicule pour infractions à la réglementation sur la police de la circulation routière.

Art. 3 — Lorsque, à l'occasion de la conduite d'un véhicule, le titulaire d'un permis de conduire fait l'objet d'une condamnation par application des articles 319, 320 et 483-2° du Code pénal et qu'il résulte des éléments ayant motivé la condamnation qu'il ne possède plus les aptitudes physiques ou les connaissances nécessaires pour la conduite du véhicule considéré, les cours et tribunaux prononcent l'annulation du permis.

Le jugement fixe un délai de trois ans au plus avant l'expiration duquel l'intéressé ne pourra se présenter aux épreuves en vue de l'obtention d'un nouveau permis.

Art. 4 — Lorsqu'un conducteur n'est pas titulaire du permis exigé pour la conduite du véhicule à l'occasion de laquelle il a fait l'objet d'une condamnation susceptible de motiver la suspension ou l'annulation de cette pièce, ces peines sont remplacées à son égard par l'interdiction de solliciter un permis de conduire ; la durée de cette interdiction ne pourra excéder cinq ans.

Art. 5 — La durée maximum des peines complémentaires prévue aux articles 2, 3 et 4 est portée au double en cas de récidive ou si la décision constate le délit de fuite ou la conduite en état d'ivresse.

Art. 6 — Lorsque l'enquête préliminaire diligentée à la suite d'un accident de la circulation fera apparaître des présomptions graves de responsabilité à l'encontre d'un conducteur, l'officier de police judiciaire chargé de l'enquête pourra procéder à la saisie provisoire du permis de conduire. Ce permis sera transmis au procureur de la République qui appréciera s'il convient de maintenir la saisie provisoire jusqu'à décision judiciaire. Lorsque le procureur de la République confirme la saisie provisoire, le titulaire du permis perd le droit de conduire tout véhicule.

Les dispositions ci-dessus sont applicables, en dehors de tout accident dans le cas d'infractions graves ou réitérées à la réglementation de la circulation routière. Toutefois, la saisie provisoire du permis de conduire ne pourra se prolonger au-delà d'un mois.

Art. 7 — Lorsqu'un conducteur fait l'objet d'un procès-verbal constatant qu'il conduisait malgré la suspension ou l'annulation de son permis de conduire, la durée des mesures prises à son encontre est obligatoirement portée au double. Le contrevenant pourra, en outre, être puni d'une amende de 5.000 à 100.000 francs et d'un emprisonnement de 15 jours à trois mois ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 8 — La présente loi sera exécutée comme loi de la République togolaise.

Lomé, le 14 juin 1965

*Le Président de la République,*

Pour le Président de la République absent :

*Le Vice-Président,*

A. Meatchi

*LOI N° 65-8 du 29-6-65 portant modification des articles 10 et 13 de la loi n° 60-22 du 20 juin 1960 portant création d'une caisse d'épargne du Togo.*

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier — Les dispositions de l'article 10, alinéa 2 de la loi n° 60-22 du 20 juin 1960 portant création d'une caisse d'épargne du Togo sont rapportées et remplacées par les suivantes :

» Les anciens livrets de la caisse d'épargne du Togo sont désormais remplacés par des livrets dont les pages intérieures sont en papier infalsifiable ou filigrané ; ils sont nominatifs et la cession d'un livret à un tiers peut être faite soit par acte authentique, soit par acte sous seing privé dûment enregistré et signifié à la caisse ».

Les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> alinéas restent inchangés.

Art. 2 — Les dispositions de l'article 13 de la même loi sont annulées et remplacées par les suivantes :

» Les versements seront constatés par l'inscription manuscrite du montant de la somme versée, en toutes lettres, dans les filets prévus à cet effet sur la page de gauche.

» En outre, le montant du versement sera porté en chiffres dans les filets de la colonne « Sommes en chiffres » sur la page de droite et le nouvel avoir sera ressorti dans la grille « Colonne: contrôle de l'avoir ».

» Pour former titre envers la caisse d'épargne, l'inscription devra être appuyée d'une empreinte lisible du timbre à date du bureau de poste et du visa du receveur ».

Art. 3 — Jusqu'à leur remplacement, la constatation des versements sur les livrets ancien modèle, se fera par l'inscription manuscrite du montant de la somme versée en toutes lettres et en chiffres. Cette inscription sera appuyée d'une empreinte lisible du timbre à date du bureau de poste et du visa du receveur.

Art. 4 — La présente loi sera exécutée comme loi de la République togolaise.

Lomé, le 29 juin 1965

*Le Président de la République,*

Pour le Président de la République absent :

*Le Vice-Président,*

A. Méatchi